

**ON A UN
PLAN !**

Plan Stratégique 24-29

Ensemble, c'est possible!

UN PACTE SOCIAL QUI ROMPT DE TOUTES PARTS

5 ingrédients d'un **crash annoncé**

1. Le rejet d'un système fiscal injuste et obsolète
2. Des pouvoirs publics discrédités par des gaspillages et les « affaires » récurrentes
3. La colère et la démission d'une population à bout de souffle
4. Des finances publiques à l'agonie, un trou de 30 mia EUR d'ici 2029
5. La peur face aux limites de plus en plus tangibles d'un modèle consumériste intenable



**Tensions sociales, problèmes de santé mentale et populismes
augmentent de jour en jour alors que la terre brûle...**

1. REJET D'UN SYSTÈME FISCAL INJUSTE...

53 %

coin fiscal**
sur le travail:
record
mondial

72 %

veulent taxer
plus le
capital et la
pollution

42 %

impôt / PIB
vs 34% en
moyenne
dans l'OCDE

70 %

droits
succession
en ligne
indirecte*

0 %

taxe sur
les plus-
values

<2 %

taxes payées
par les plus
grandes
multinationales

75% des Belges
rejettent un système fiscal qu'ils estiment injuste...

* ex: droits de succession entre oncle/ tante et neveux/nièces au-delà de 175.000 EUR en Wallonie

** = Impôt sur le revenu plus cotisations salariales et patronales de sécurité sociale moins prestations en espèces pour un célibataire au salaire moyen

Sources: Baromètre de la sérénité financière de [09.2021](#) (NN), [RTBF](#), [RTL](#), Uliège: « Les Belges champions du noir »

... ET INEFFICACE / ABSURDE

80 %

connaissent
quelqu'un qui
travaille au noir

25 %

"prime" fiscale
pour remplacer
un caissier par
un robot

800

codes dans la
déclaration
fiscale*

< 38%

imposition d'un
revenu de 100k
EUR via société
management

383

milliards eur
transférés
chaque année
vers les paradis
fiscaux

... Voire absurde ou à tout le moins inefficace

* Vs 200 aux Pays-Bas

Sources: Baromètre de la sérénité financière de [09.2021](#) (NN), [RTBF](#), [RTL](#), Uliège: « Les Belges champions du noir »

2. DES POUVOIRS PUBLICS DISCRÉDITÉS

79%

Belges pensent
que l'argent
public est mal
utilisé

x10

budget de la
gare de
Mons*

44%

de taux de
confiance en les
institutions

15k

EUR pour un
fauteuil au
Parlement
Wallon

29 %

intentions de
votes pour des
partis
extrémistes
contestataires

La défiance envers les autorités est proportionnelle à la frustration de la population, surtout dans un contexte où l'on demande à tout le monde de faire des efforts.

* +250%: budget du métro de Bruxelles

Sources: Baromètre de la sérénité financière de [09.2021](#) (NN), [RTBF](#), [RTL](#), Uliège: « Les Belges champions du noir »

3. LA COLÈRE D'UNE POPULATION À BOUT DE SOUFFLE

+46 %

de burnouts et
de dépressions*
de longue durée
entre 2016 et '21

46%

Belges qui ont eu
du mal à nouer
les deux bouts fin
2022

67%

parents ont du
mal à trouver
une crèche
quand ils en ont
besoin

25%

jeunes ne
veulent pas
avoir d'enfants

+25%

anti-
dépresseurs
en 10 ans

+250k

postes de
travail vacants

De plus en plus de Belges ont le sentiment
d'être écrasés, « pressés comme des citrons »
dans un système qui n'a plus de sens

* 56% chez les indépendants

Sources: Baromètre de la sérénité financière de [03.2022](#) (INN), [Moustique](#)

4. DES FINANCES PUBLIQUES À L'AGONIE...

A politique inchangée en 2028:

Déficit = **36,6** mia EUR
= **5,4%** du PIB
Dettes = **115,9%** du PIB

Pour revenir à un déficit de **3%** du PIB, il faudrait combler un trou de minimum

16 milliards EUR

Et les entités francophones ne sont pas les mieux loties...

... + 14 MIA EUR DE DÉPENSES INÉVITABLES: 30 MIA EUR !

Transition climatique

7 mia EUR/an pour investir dans les infrastructures et compenser les conséquences du réchauffement

7 mia EUR

Refinancement Services publics

5 mia EUR pour refinancer les services publics comme la défense*, la justice et la santé / les soins aux personnes

5 mia EUR

Vieillessement

2023 - 2028: augmentation des dépenses de 5 mia EUR.
Plan 2028-2029: encore 1,5 mia EUR supplémentaire
Entre 2029 et 2040: encore une augmentation > 9,5 mia EUR**

1,5 mia EUR

14 Mia EUR

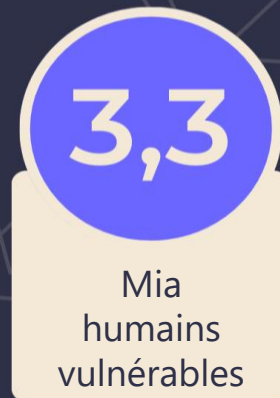
* La guerre en Ukraine nous rappelle à notre devoir. Ces dernières années , nous aurions dû investir 3 mia d'EUR en plus chaque année pour être au niveau de nos voisins et plus de 5 mia d'EUR pour répondre aux exigences de l'OTAN

** Hors inflation, évaluation sur base du PIB 2022

5. UN MODÈLE INCOMPATIBLE AVEC LES LIMITES TERRESTRES



4 CHIFFRES À RETENIR



Le moteur même du Pacte Social, la croissance de la consommation doit être remis en question.

Il faut changer le système (et changer n'est pas simple) pour passer

- D'une économie de la quantité à une économie de la qualité
- De la croissance de valeur ajoutée matérielle à la croissance de la valeur ajoutée humaine

ALORS AYONS LE COURAGE DE...



Regarder la réalité en face.

CAR NI LA PEUR...



... NI LE DENI...



... NI LE FATALISME...



... NI LES FORMULES MAGIQUES...

... NE PERMETTRONT DE RÉSOUDRE LE PROBLÈME

JUSTE LES FAITS

- Taxer les riches n'est en tout cas pas LA solution qui permet de tout financer (8 mia EUR... Et encore!*)
- Globalement, les Belges sont déjà largement plus taxés que les autres (42% du PIB vs 34% OCDE)
- Même si cela fonctionnait, « forcer » les chômeurs à travailler ne serait pas suffisant (max 74% / 10 mia)
- Déplacer les usines européennes à l'étranger est tout sauf une solution
- La situation ne s'arrange pas depuis 30 ans en Wallonie et à Bruxelles...

* Pour atteindre les 8 mia EUR, il faut aller beaucoup plus loin que ce que faisait la France -> risque de fuite des capitaux

SI ON NE SORT PAS DE LA LOGIQUE CLIENTÉLISTE

...Droite et Gauche continueront à se neutraliser et...

On ne touchera
pas à mes
acquis

On ne touchera
pas à mes
acquis



© Getty Images



ON RESTERA BLOQUÉ !

... ALORS AYONS...

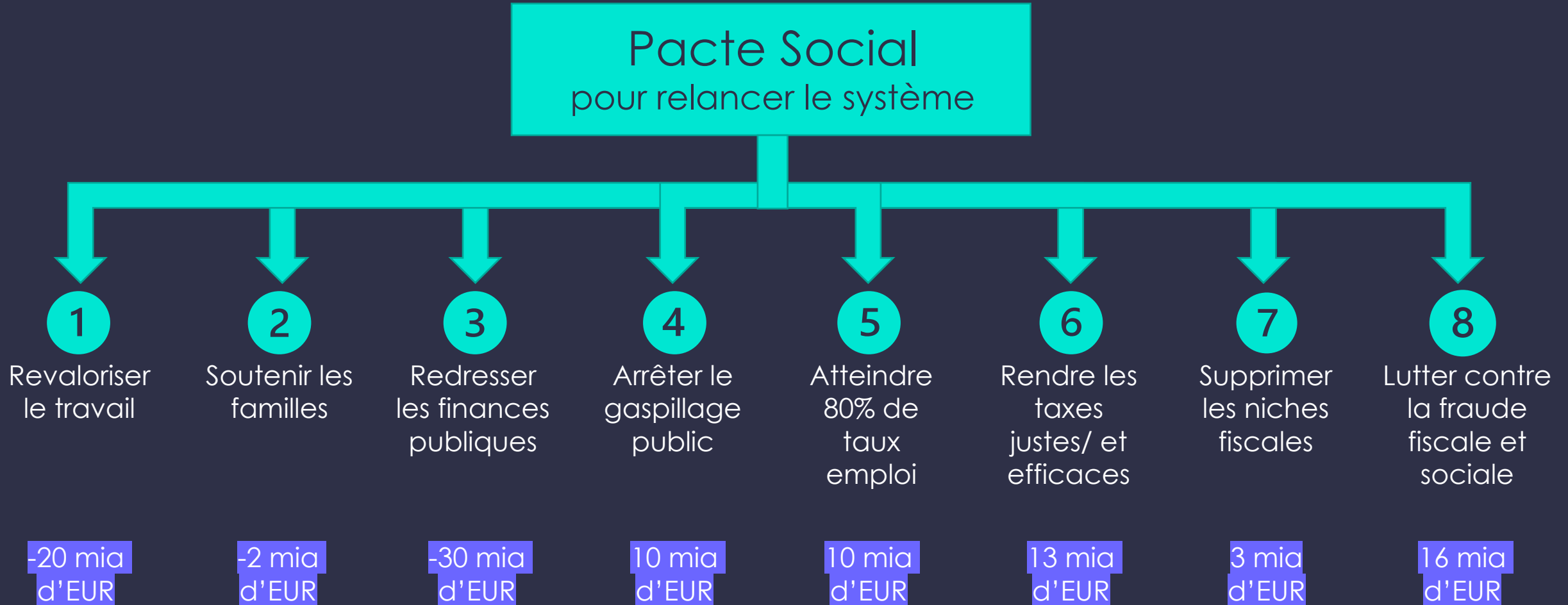
LE COURAGE DE
CHANGER

OUVRONS LES YEUX. CHANGEONS LE SYSTÈME.

« Car la folie, c'est de faire tout le temps la même chose et de s'attendre à un résultat différent »

Albert Einstein

8 PILIERS D'UNE RÉFORME GLOBALE CRÉDIBLE



La réponse ne s'écrit pas en « OU » mais en « ET »

LES 3 CONDITIONS DE LA RÉUSSITE

Tout remettre
à plat

- Aucun tabou: il faut oser tout remettre à plat
- Pas de blocage institutionnel: définir le modèle qui a le plus de sens, puis évaluer les conséquences aux différents niveaux de pouvoir et compenser

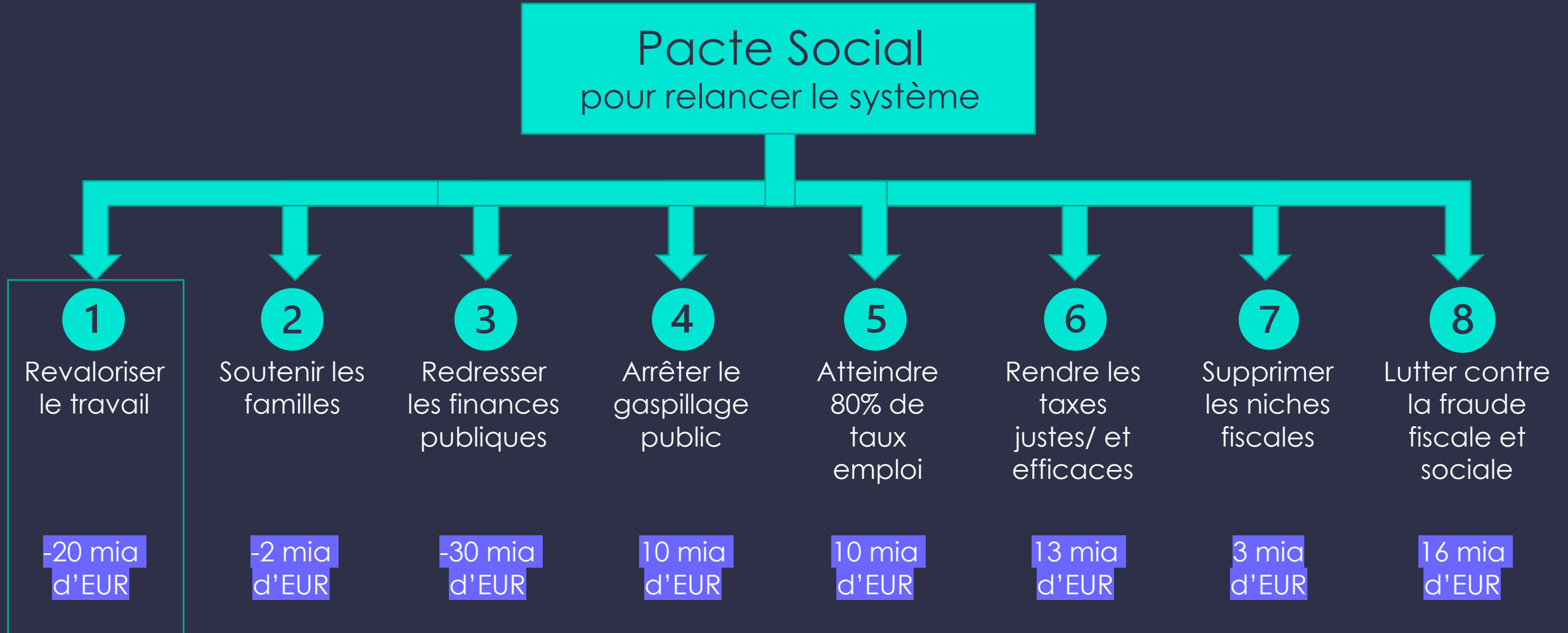
Une vision
« globale »

- Prise individuellement, chaque mesure est imbuvable pour l'un ou l'autre groupe de personnes
- Ce n'est que dans leur globalité que les mesures s'équilibrent / prennent sens!

Le courage
de tout dire

- Sans les mesures « positives », implémenter des changements « difficiles », est utopique!
- Sans le courage de prendre des mesures « difficiles », envisager des réformes « positives », c'est mentir...

8 PILIERS D'UNE RÉFORME GLOBALE CRÉDIBLE



La réponse ne s'écrit pas en « OU » mais en « ET »

1 REVALORISER LE TRAVAIL

2 leviers clés!

Une révolution
fiscale pour rendre
le travail attractif

1. 1000 EUR par mois non-taxés
2. -20%: taux d'imposition (IPP)*
3. « Bonus Bousseur »: 450 EUR/mois

-27%

Un cadre juste et
motivant pour
favoriser l'emploi

1. Un droit qui donne du sens à l'emploi
2. Une formation réellement qualifiante
3. Des aides liées au revenu, pas au statut
4. Individualisation des droits

* Au bénéfice de tous, y compris la suppression de la dernière tranche à 50%

1 1000 EUR PAR MOIS NON-TAXÉS

Augmenter la **quotité exonérée d'impôt** de base de
10.160 EUR à 12.000 EUR*

Minimum 1000 EUR brut / mois sans payer d'impôt
Les personnes avec enfants à charge bénéficient
toujours de l'exonération supplémentaire (voir pt. 4)



Soit un gain de
460 EUR/an - 38 EUR/mois
par personne

* Pour garantir que les plus bas salaires bénéficient de cette augmentation, la création d'un crédit d'impôt pour les personnes qui ont un revenu imposable entre 10.160 EUR et 12.000 EUR pourrait être envisagé - Montants indexés 2023(exercice 2024)

2 REDUCTION DE 20% DES TAUX D'IMPÔT (IPP*)

	EUR	Exercice 2024 taux nominal	Les Engagés taux nominal
Quotité exemptée (QE: 0%)	De 0 à...	10.160	12.000
Tranche 1	> QE. à 15.200	25%	25%
Tranche 2	De 15.200 à 26.830	40%	30%
Tranche 3	de 26.830 à 46.440	45%	35%
Tranche 4	> De 46.440	50%	45%

- Augmentation plus **progressive** des taux d'imposition
- Une diminution moyenne de **-20%** de l'impôt des personnes physiques
- Plafonnement du taux d'imposition à **45%** (justifié, entre autres, par la suppression des avantages liés aux « voitures-salaire » et aux « sociétés de management »)

* Barème fédéral, hors additionnels régionaux et communaux, hors cotisations sociales et hors quotité pour enfants à charge.

** La première partie des revenus est exonérée d'impôt (cfr. slide précédent), le taux de 25% s'applique sur la partie supérieure à la quotité exonérée.

3 « **BONUS BOSSEUR** »

Bonus bosseur :
450 EUR nets / mois!

Afin d'encourager un maximum de personnes à travailler, de créer un différentiel avec le chômage et compenser la perte de certains avantages, les travailleurs recevront un « bonus » dégressif qui commence à 450 EUR nets/mois*

Enfin une différence entre salaire et allocations!

Stop aux pièges à l'emploi même pour les plus faibles rémunérations / les temps partiels

Modalités:

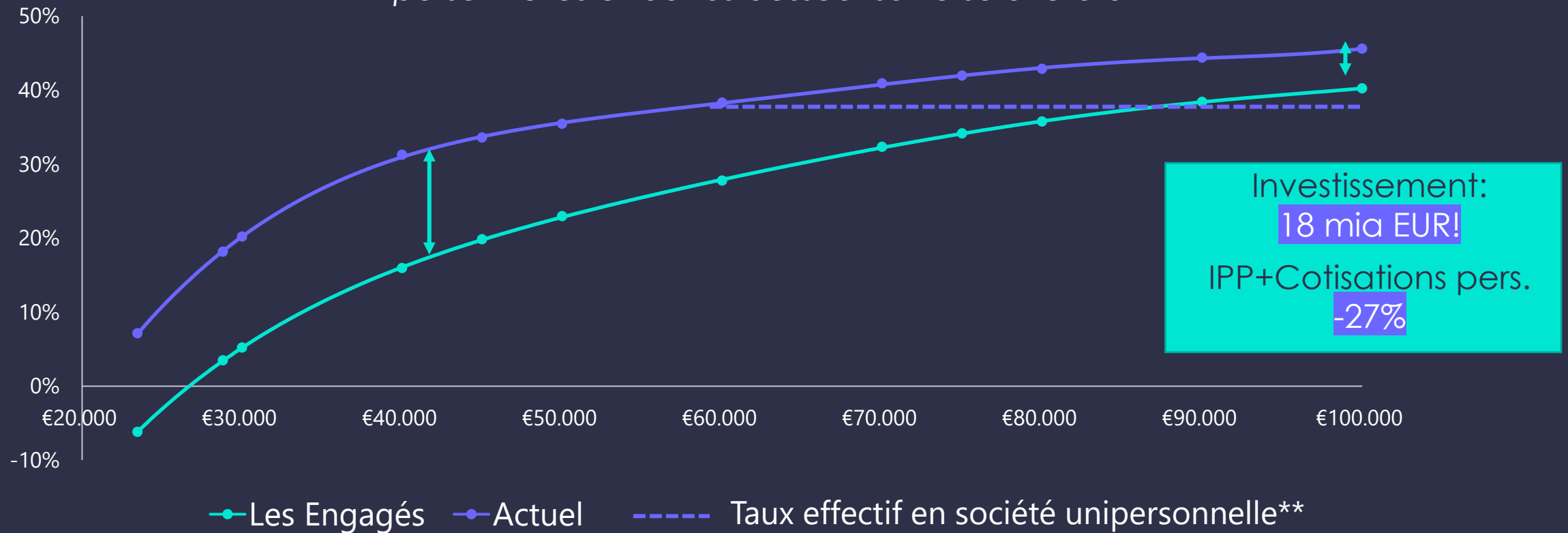
- Les personnes qui ont un salaire de 2.000 EUR ou moins toucheront 100% du bonus. Le bonus sera ensuite réduit très progressivement (linéairement) jusqu'à 8.000 EUR/mois**
- Tant les salariés que les indépendants et les fonctionnaires en bénéficieront

* Il remplace le bonus emploi sur les cotisations actuel qui ne commence qu'à 247,31€ et est soumis à l'IPP (173€ de bonus net à un taux de 30%). Il remplace aussi le bonus emploi fiscal qui représente 33,14% du bonus emploi cotisations. Les Engagés proposent donc un bonus net de 450€, soit ~200€ supérieur au bonus net actuel de ~255€.

** >90% des travailleurs bénéficieront du bonus bosseur mais avec de la progressivité, les plus bas salaire touchant 100% et plus le salaire augmente, moins le bonus est important.

① + ② + ③ UN CHANGEMENT DE PARADIGME!

Taux moyen de la somme des impôts, cotisations personnelles et bonus bosseur sur le salaire brut*



* Calculs propres indicatifs, pour un isolé sans enfant occupé à temps plein, du total de l'impôt Etat, des cotisations personnelles et du bonus-bosseur, hors CSSS et hors crédit d'impôt bas revenus du travail. 13^e mois et double pécule de vacances traité comme le salaire normal.

** En société unipersonnelle, le taux effectif tourne autour de 38% (cotis indépendants, précompte mobilier réduit, ISOC réduit).

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

*Impact sur les impôts (IPP) et cotisations personnelles**

Salaire annuel	Exercice 2023 Taux moyen	Les Engagés Taux moyen	Salaire poche supplémentaire (EUR)
23.460 € (salaire minimum légal)	7,1%	-6,2%	3.123 €
35.000 €	27%	11%	5.636 €
45.000 €	34%	20%	6.185 €
75.000 €	41,9%	34,1%	5.851 €
100.000 €	45,6%	40,2%	5.363 €

- Plus de net pour tous
- Meilleure progressivité
- Incitant réduit pour le passage en société

~500 EUR net par mois en plus!

* Calculs propres indicatifs, pour un isolé sans enfant, du total de l'impôt Etat, des cotisations personnelles et du bonus-bosseur hors additionnels communaux, hors CSSS et hors crédit d'impôt bas revenus du travail. 13è mois et double pécule de vacances traité comme le salaire normal.

** Sur l'ensemble des salariés, les modifications à la quotité exemptée, aux barèmes et au bonus bosseur ont un impact de + 477€ sur le salaire poche. Cela ne couvre l'impact que sur leur salaire; la quotité exemptée et le barème réduisent aussi l'impôt sur les autres revenus imposés globalement.

1 REVALORISER LE TRAVAIL

2 leviers clés!

Une révolution
fiscale pour rendre
le travail attractif

1. 1000 EUR par mois non-taxés
2. -20%: taux d'imposition (IPP)*
3. « Bonus Bousseur »: 450 EUR/mois

Un cadre juste et
motivant pour
favoriser l'emploi

1. Un droit qui donne du sens à l'emploi
2. Une formation réellement qualifiante
3. Des aides liées au revenu, pas au statut
4. Individualisation des droits

* Au bénéfice de tous, y compris la suppression de la dernière tranche à 50%

1 UN DROIT QUI DONNE DU SENS À L'EMPLOI

Parce que le travail, c'est bien plus que des questions financières...

... Surtout si on veut lutter contre les maladies de longue durée et attirer des inactifs!

1. **Droit à la démission** afin d'éviter de « bloquer » les employés dans un travail qui ne leur correspond pas / plus*
2. **Des allocations de chômage majorées** pour amortir le premier choc pour ceux et celles qui perdent leur emploi
3. **Droit à l'emploi et limitation des allocations de chômage** après 2 ans pour éviter de laisser les demandeurs d'emploi tomber dans la dépendance**
4. **Accompagnement des malades** de longue durée systématique pour organiser la réinsertion (même partielle avec maintien des allocations)
5. **Faciliter l'organisation de ceux qui travaillent** droit à la crèche (cfr infra) et horaire « accordéon » afin de permettre aux parents séparés de travailler moins les semaines où ils ont la garde de leurs enfants
6. **Naissances**: augmentation du congé parental lors de l'adoption*** et un congé de paternité obligatoire de 30 jours dans l'année suivant la naissance
7. ...

* Maximum 2 fois sur la carrière et balisé afin de protéger le salarié (qui devra respecter les règles de préavis) et l'employeur

** Une fois/carrière, chaque personne pourrait bénéficier d'allocation pendant 3 années supplémentaires afin de reprendre une formation pour étoffer ses compétences ou se réorienter

*** Pour continuer à faire converger les durées de congé quel que soit le type de parentalité

UNE FORMATION RÉELLEMENT QUALIFIANTE

La formation qualifiante et continue, LA clé dans un monde en mutation

1. **Crédit formation** accordé aux travailleurs:
 - Heures de formation sans perte de salaire*
 - Soutien financier à l'inscription
 - Crédits cumulables – et donc concentrables – sur 10 ans
2. **Des formations réellement qualifiantes:**
 - Transparence sur les taux de réinsertion professionnelle par filière
 - Financement des organismes de formation en fonction des résultats/contrat formation réellement offerts
 - Suppression des filières qualifiantes ne menant pas à un emploi + suppression des « doublons » même de réseaux différents
3. **Un lien plus fort entre entreprise et enseignement**
 - Droit au mentorat pour les jeunes (ex: duo for a job)
 - Développement de l'offre de stage / apprentissage en alternance (obligation pour les entreprises de plus de 50 personnes d'encadrer un minimum de stagiaires)
4. **Une meilleure transition entre l'enseignement secondaire et supérieur**
 - 3 orientations à l'issue du tronc commun (sans renoncer aux passerelles)
 - Un accompagnement d'orientation plus individualisé et indépendant

3 INDIVIDUALISATION DES DROITS

Pour des droits sociaux égaux,
indépendamment de la situation
familiale...

...Et particulièrement pour les femmes
qui se voient encore majoritairement
attribuer le statut de cohabitant*

Une avancée **immédiate**, pragmatique, en
commençant par les plus précarisés

1. Suppression du statut cohabitant pour la GRAPA, les Allocations de Remplacement de Revenus (ARR**) et le RIS
2. Modernisation du statut de cohabitant (pour y intégrer les nouveaux modes de vie (pe: cohabitation, logement kangourou)) et redéfinition du critère d'avantage économique pour les autres droits sociaux

Une individualisation **progressive** et lissée des
autres droits sociaux***

L'individualisation
des droits
contribuera aussi à
diminuer la fraude
sociale, permet
d'éviter des
contrôles chers et
intrusifs et met fin
aux logements
sociaux « froids »
qui ne sont pas
réellement
occupés

* Ainsi que les familles qui accueillent sous leur toit une personne en situation de handicap.

** ARR-personnes porteuses de handicap

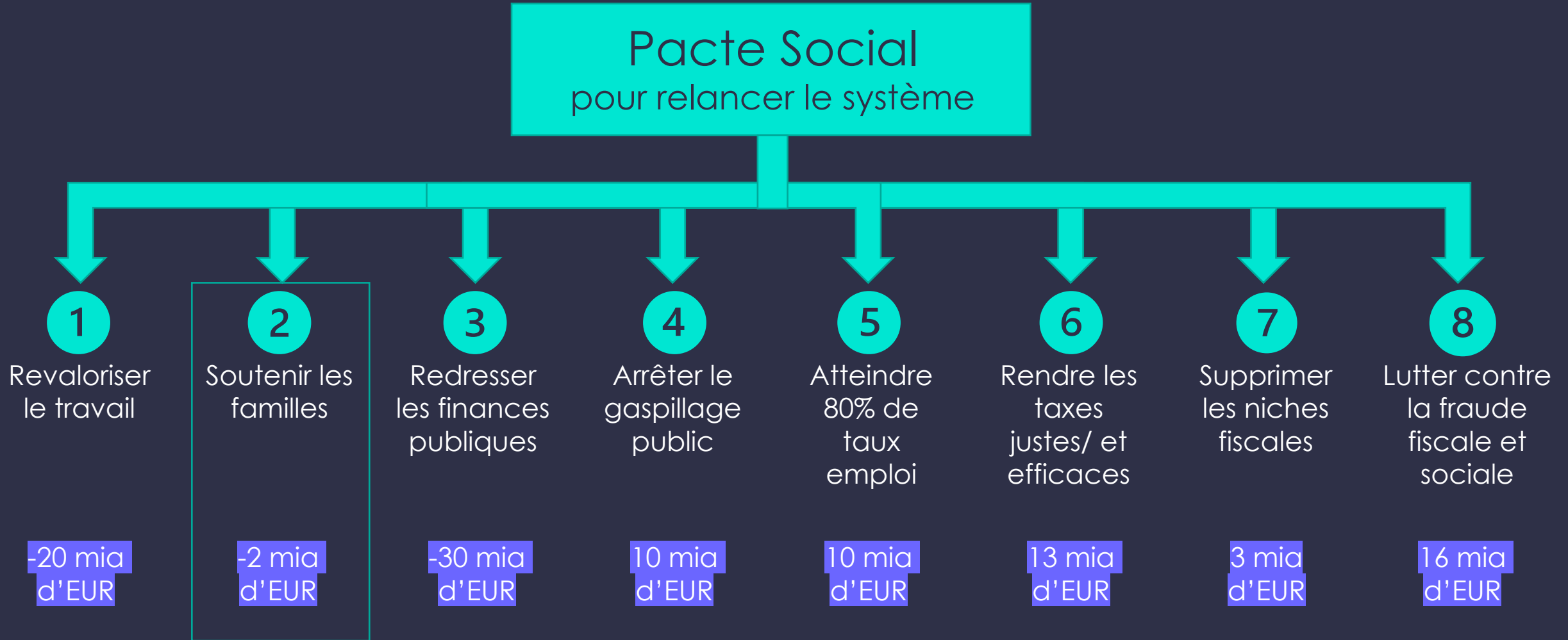
*** En concertation avec le CNT et avec une évaluation et un monitoring des pièges à l'emploi par la Cour des Comptes

AIDES SOCIALES PROGRESSIVES ET LIÉES AUX REVENUS RÉELS

Lier les aides sociales (tarif social-énergie, tarif préférentiel transport, crèche ou intervention majorée médicaments) au « Statut » (ex: BIM) engendre plusieurs effets pervers

- Les personnes **proches du seuil** donnant accès au Statut n'ont pas intérêt à augmenter leurs revenus au risque de perdre tous leurs avantages
 - Plutôt que de travailler avec des seuils « on-off », il faudrait prévoir une diminution progressive des aides
- Utiliser le revenu du travail sans tenir compte du fait que travailler **engendre des frais** (transport, garde d'enfant) décourage certaines personnes de se mettre à l'emploi
 - Il faudrait tenir compte du revenu réellement disponible (déduction faite des frais liés au travail) pour évaluer la situation
- Ne pas tenir compte des **revenus du capital** pour définir le Statut peut engendrer un avantage indu pour certains
 - Tous les revenus, du travail comme du capital, doivent être pris en considération pour évaluer le statut
- **Mensualiser** le pécule de vacances et le 13e mois (plus de 13,92) pour améliorer la perception de la différence de revenus du travail par rapport aux allocations et pour plus de liquidités pour les employés

8 PILIERS D'UNE RÉFORME GLOBALE CRÉDIBLE



La réponse ne s'écrit pas en « OU » mais en « ET »

2 SOUTENIR LES FAMILLES ET LES MOINS VALIDES

2 constats:

- Les ménages plus à risque de pauvreté sont les familles monoparentales* et les personnes isolées de plus 65 ans
- La parentalité reste un vrai handicap pour les femmes en matière d'accès à l'emploi**

3 propositions concrètes

1. 300 EUR d'allocations familiales par enfant, dès le premier enfant
2. Un véritable droit à la crèche
3. Doubler les frais de garde déductibles pour personne à charge (enfants mais aussi grands-parents ou personnes moins valides ou porteuses de handicap voulant rester à domicile)

* Souvent avec un ou deux enfants. Sources : SILC 2022 (revenus 2021) ; Calculs : IWEPS

** Surtout pour celles avec un niveau de qualification faible et jusqu'à ce que le dernier enfant ait 5 ans. Source EFT, Statbel.

1

300 EUR D'ALLOCATIONS FAMILIALES PAR ENFANT

Nous proposons de remplacer la majoration de la Quotité Exemptée (QE) d'impôt pour personne à charge par des allocations familiales majorées à

300 EUR*/ enfant

#UnEnfant=UnEnfant

Le système actuel de QE n'est pas efficace:

- Il est **largement insuffisant** par rapport au coût réel d'un enfant
- Les **plus bas salaires** (dont les temps partiels***, souvent des familles monoparentales), qui ont le plus besoin d'aide, ne bénéficient pas de la majoration de la quotité exemptée
- C'est le **premier enfant** qui a le plus d'impact sur le pouvoir d'achat or il bénéficie d'une aide beaucoup plus faible (au niveau de la QE >< au AF qui ont été alignées)**

* Tout en préservant les droits acquis pour ceux qui ont plus de 3 enfants aujourd'hui. On ne change pas les règles du jeu en cours de partie. Implémentation 2026.

** Robert Rochefort

*** 70% des familles estiment qu'il est difficile de travailler à temps plein avec des enfants.

NB: comme toutes les autres mesures de ce plan (cfr. Annexes), le transfert de la QE vers des AF majorée doit être compensé entre niveaux de pouvoir.

1 IMPACT POUR UNE PERSONNE GAGNANT 2700 EUR

Gain « net » par rapport à la quotité exonérée d'impôt actuelle



1 enfant*



2 enfants*



3 enfants

Gain par enfant :

+79€ / mois

+68€ / mois

+21€ / mois

Gain total / famille

+ 954 € / an

+1642 € / an

+740 € / an

... Et un système, plus simple, plus transparent, payé tous les mois....

* 85% de familles belges sont composées de 1 à 2 enfants (79% à Bruxelles). 58% des familles monoparentales sont composées de 1 enfant (contre 48% en moyenne)

2 UN DROIT À LA CRÈCHE

Un « Droit à une crèche », un enjeu constitutionnel
- comme le « droit au logement ou le droit à l'éducation »* -
pour faciliter l'accès au travail et un équilibre sain vie
professionnelle – privée pour tous

L'accès à une structure d'accueil reste un vrai handicap pour les femmes en matière d'accès à l'emploi

- 67% des familles ont des difficultés pour trouver une place en crèche
- Dans 28% des familles, aucun enfant n'a une activité de loisir
- 39% des parents ne trouvent pas une crèche au moment où ils en ont besoin

* En vertu de ce droit, la FWB doit faire en sorte que suffisamment de places de crèches soient disponibles (+/- 10.000 de plus qu'actuellement) pour que chaque parent puisse accéder à une crèche (au prix de maximum de 28 EUR/jour, dans un rayon de 10 km de son domicile ou en offrant une solution de mobilité) endéans les 10 ans.

Source: Ligue des familles

3 DOUBLER FRAIS DE GARDE POUR PERSONNES À CHARGE

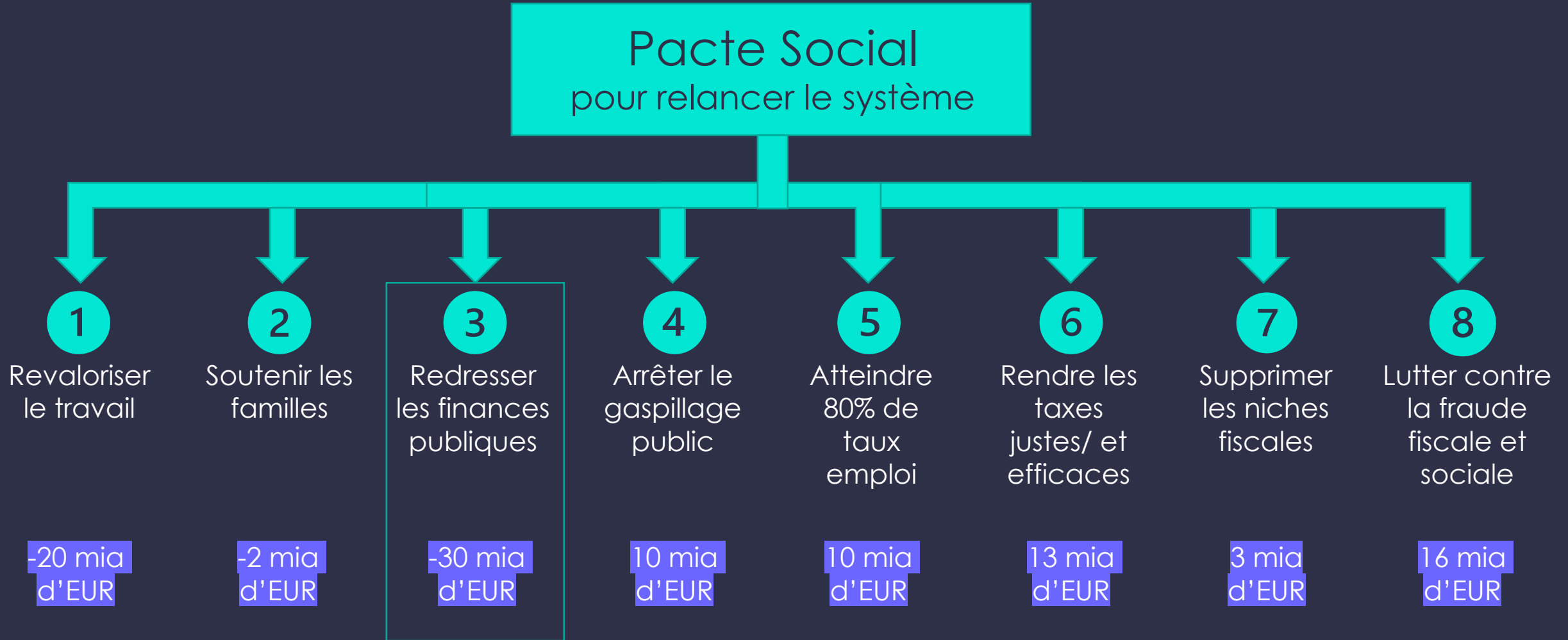
1. Doubler la déductibilité pour frais de garde d'enfant à charge de 15,7 EUR/jour à 31,4 EUR/ jour de garde (déductible à 45%)* soit pour un enfant allant à la crèche 220 jour/an: une économie de 1540 EUR/an de plus ou **128 EUR/mois!**
2. Etendre la déductibilité pour le maintien d'une personne à domicile déductibilité des frais engendrés pour l'aide et les soins nécessaires au maintien d'une personne à domicile (malade, personnes âgées, moins valides, porteuses de handicap)

- Soutien financier efficace pour développer l'économie du bien-être, à haute V.A. Humaine
- « Juste milieu fiscal » entre faire soi-même ou faire faire
- Réel incitant pour sortir ces métiers du « marché noir » et garantir la qualité du service**

* Montant maximum de déduction par jour, exercice 2024: réduction d'impôt forfaitaire de 45% (montant maximum, exercice 2024)

** Le prestataire doit être une personne formée et liée à un organisme agréé afin de garantir la qualité et l'opportunité de la prestation

8 PILIERS D'UNE RÉFORME GLOBALE CRÉDIBLE



La réponse ne s'écrit pas en « OU » mais en « ET »

LES FINANCES PUBLIQUES, UNE CONTRAINTE À GÉRER!

Sans réforme globale
en 2029: un 'trou' de
30 mia EUR...

...On connaît déjà la fin de l'histoire:

- Hausse des taux et risque d'effet boule de neige*
- Sanctions européennes (et internationales) pour déficit excessif**
- Augmentation de la dette et report de la charge sur les générations futures

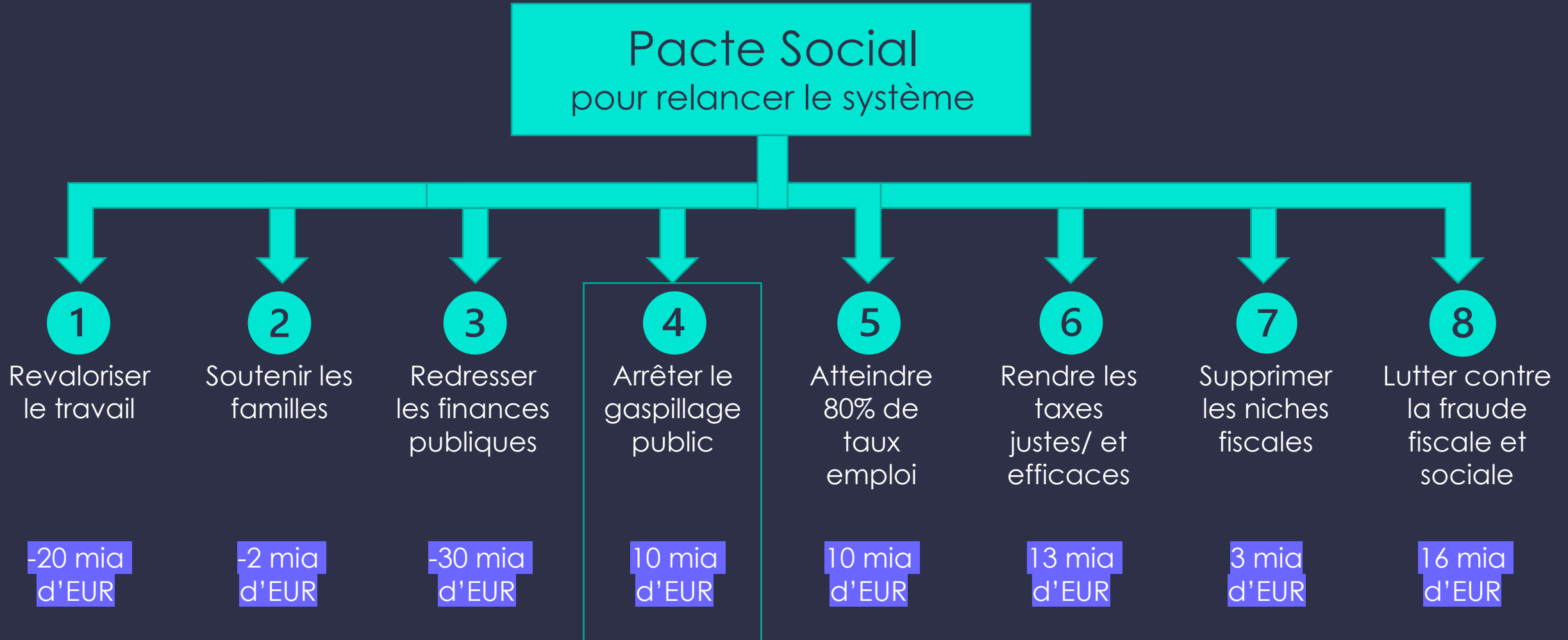
Choisir de réformer
ou
Subir l'austérité

Pas de dévaluation au
sein de la zone Euro...

* C'est un risque majeur, dès aujourd'hui mais, comme le signale la Cour des Comptes le risque d'effet « boule de neige » ne fera que grandir si les déficits publics ne sont pas maîtrisés et que les taux d'intérêts continuent à monter alors que l'inflation ralentit. A titre d'exemple, refinancer la totalité de la dette belge au dernier taux entraînerait une augmentation de 11 milliards d'EUR des dépenses publiques (18 vs 7 milliards de charge d'intérêts).

** Sans réforme des pensions, la commission privera la Belgique de 250 Millions d'EUR de subsides... Ce n'est qu'un début?!

8 PILIERS D'UNE RÉFORME GLOBALE CRÉDIBLE



La réponse ne s'écrit pas en « OU » mais en « ET »

1 LUTTER CONTRE LE GASPILLAGE: UN PRÉREQUIS!

Pour **redonner du sens** et faire sa part de l'effort, l'Etat doit optimiser l'utilisation de l'argent qui lui est confié

- Le manque d'adhésion à l'impôt est lié au sentiment que l'Etat gaspille une partie de l'argent qui lui est confié. La frustration est d'autant plus forte pour ceux qui se privent le plus
- Vu l'état des finances publiques, les autorités doivent se focaliser sur les dépenses prioritaires et garantir une utilisation optimale pour chaque EURO ponctionné

Nous prônons la mise en place d'un exercice global de diminution des coûts / un travail à « enveloppe fermée »

Pour diminuer les coûts, la question n'est pas: « Est-ce utile? » mais
« Comment faire autrement ? » / « Si je garde/fais cette dépense, je supprime quoi d'autre? »

1 10 MILLIARDS D'ÉCONOMIES ET UN SUIVI OBJECTIF

Pour avoir le courage de prendre des décisions difficiles, parfois impopulaires

- Engagement ferme de faire 10 milliards EUR d'économies/ enveloppe fermée
- Mandat pour la Cour des Comptes de faire un suivi objectif des résultats

- Certains choix seront difficiles à faire et probablement peu porteurs politiquement, pourtant, cet engagement représente une économie de 2.000 EUR / an / ménage!
- Une partie de cet argent pourra être réinvesti (cfr. ci-avant) dans les services publics et les investissements/ infrastructures qui ont été systématiquement sous-financés ces dernières années
- Plus vite on agit, moins c'est douloureux. Tous les 10 ans, 1/4 des fonctionnaires partent à la pension. Commencer tôt permet d'éviter de lisser l'impact et d'éviter les chocs
- Pour y arriver, il faut oser remettre en question certains tabous comme l'abandon progressif des spécificités du statut de fonctionnaire, comme la nomination*, et de certaines pensions

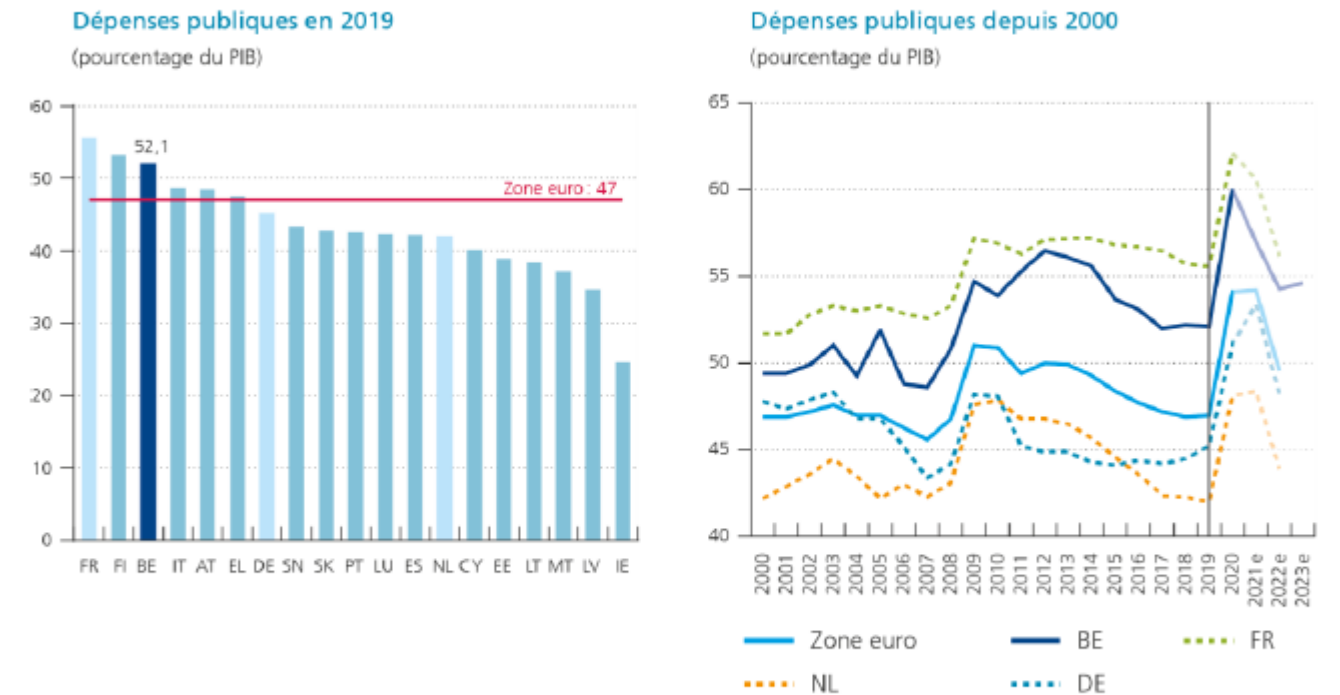
* Sauf pour les fonctions requérant une indépendance particulière (ex: juge). Transition progressive par le recours aux contractuels et l'harmonisation des règles en matière de contribution sociale et de pensions.

1 CRÉDIBLE VU LA COMPARAISON AVEC NOS VOISINS...

La possibilité de diminuer les dépenses publiques semble confirmée par la comparaison internationale

- Les autorités belges dépensent en moyenne ~5% (du PIB) de plus que dans les autres pays de la zone euro!
- Au cours des vingt dernières années, l'écart vis-à-vis des pays voisins a plus que doublé (de 2,1 à 4,5 points de %age du PIB en 2019).
- Pour revenir à la moyenne de la zone EUR, il faudrait diminuer les dépenses publiques de 25 milliards d'EUR
- (soit 5000 EUR de taxes ponctionnées sur chaque ménage!)

Graphique 1 – Les dépenses publiques sont élevées en Belgique



Sources: CE, BNB.

1 ... ET QUAND ON ANALYSE CERTAINES DÉPENSES !



L'ÉTAT GÈRE 50% DE NOTRE ARGENT.
EXIGEONS PLUS D'EFFICACITÉ ET DE RIGUEUR !



L'ÉTAT GÈRE 50% DE NOTRE ARGENT.
EXIGEONS PLUS D'EFFICACITÉ ET DE RIGUEUR !

#LECOURAGEDECHANGER



"NOUS VOULONS EN FINIR AVEC
LES RELIQUATS DE PRIVILÈGES
QUI ENTOURENT LE STATUT DE
PARLEMENTAIRE ET LEUR PENSION."

Plutôt que de reposer sur un régime à part, Les Engagés veulent aligner le statut du parlementaire sur celui des travailleurs salariés.

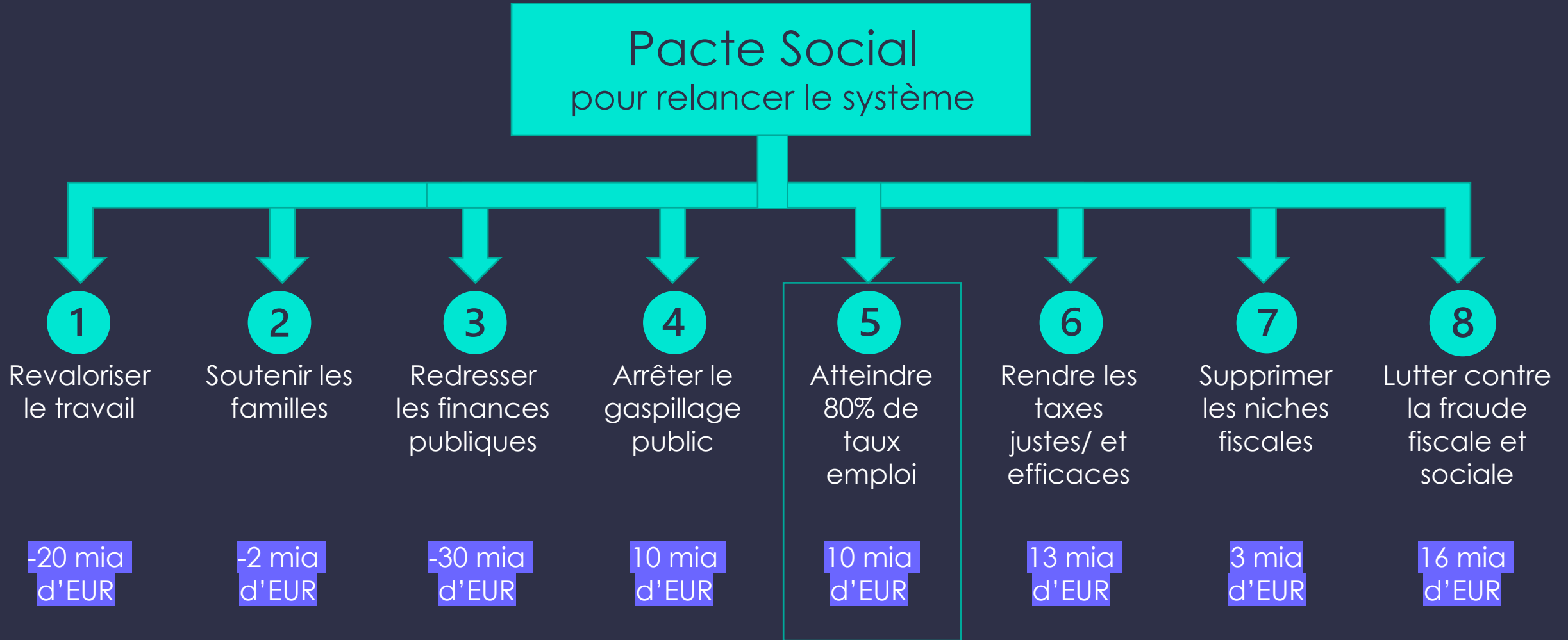


L'ÉTAT GÈRE 50% DE NOTRE ARGENT.
EXIGEONS PLUS D'EFFICACITÉ ET DE RIGUEUR !

- Une gestion efficace des budgets d'investissement (gare de Mons, Métro bruxellois, etc.)
- Statut des parlementaires et des fonctionnaires*
- Simplification des institutions (ea à Bruxelles et suppression institutions politiques provinciales)
- Diminuer le nombre et revoir le statut des parlementaires, supprimer les cabinets ministériels et simplifier les institutions
- Optimiser les coûts dans les services publics et para-publics (ex: réorganiser la formation qualifiante (FOREM-IFAPME-..), politique de numérisation des écoles, etc.)
- Optimisation des subventions à l'emploi
- ...

* Il est urgent de revoir les statuts spéciaux mais aussi de contrôler toutes les dépenses faites dans les administrations, aux différents niveaux de pouvoir.

8 PILIERS D'UNE RÉFORME GLOBALE CRÉDIBLE



La réponse ne s'écrit pas en « OU » mais en « ET »

5 UN EFFORT POUR ATTEINDRE 80% DE TAUX D'EMPLOI

En échange d'un socle de droits renforcés, les citoyens assument leur responsabilité et participent au bien commun, par le travail

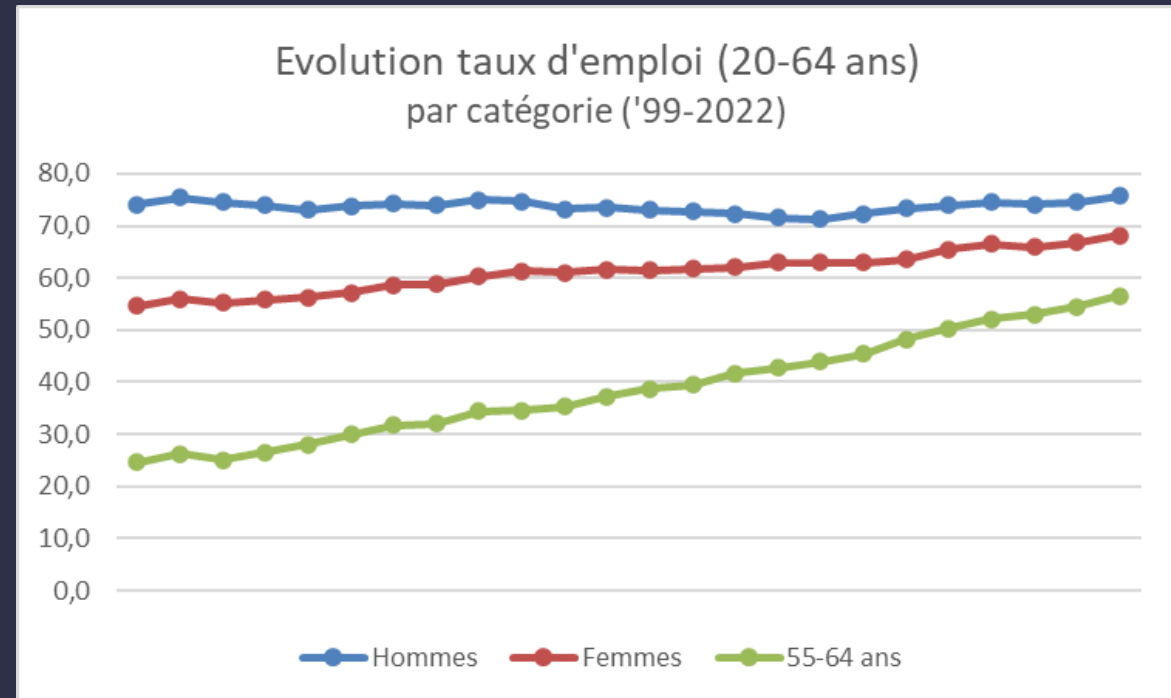
1. Un CDI au chômage n'est pas une perspective sociale acceptable, ni pour celui qui en bénéficie, ni pour les travailleurs qui y contribuent. Comme « pendant » du droit à l'emploi, limitation du chômage dans le temps
2. Revalorisation drastique du travail pour encourager un maximum de personnes (incl. les moins qualifiées ou à temps partiel) à participer
3. Formations orientées vers un métier / une qualification utile
4. Amélioration des politiques de mise à l'emploi (ea accompagnement) et, si besoin, des sanctions
5. Lutte contre les pièges à l'emploi (financiers et effectifs – cfr supra)

Un changement culturel:

Le travail: un droit, revalorisé et facilité... Mais aussi une responsabilité.
Le rôle de l'enseignement est fondamental pour casser les spirales d'exclusion!

LES « INACTIFS »: UNE CIBLE PRIORITAIRE

Catégorie	Pers. ('000)	%age
total 20-64 ans	6.741	100%
actifs	5.146	76%
travail	4.854	72%
Chômage	292	4%
Dont 55+	78	1%
Dont 55-	214	3%
Inactif	1.595	24%
55+	666	10%
Hors marché	459	7%
Malade longue durée	207	3%
55-	929	14%
Etudiants	377	6%
Malade longue durée	380	6%
Hors marché	172	3%



- Le taux d'emploi est passé de 64,5% à 72% au cours des 20 dernières années...
Principalement grâce à l'augmentation du taux d'emploi chez les 55+ et chez les femmes!
- Les poches de réserve d'emploi sont principalement chez les personnes « hors marché » (9%) et en maladie de longue durée (9%) ainsi que chez les jeunes 24-

Augmenter le taux d'emploi sans rendre le travail plus attractif est une utopie !

80% TAUX D'EMPLOI: UNE ÉCONOMIE DE 10 MIA EUR

D'aucun laissent penser qu'atteindre un taux d'emploi de 80% suffirait à tout financer:

- « 40 milliards d'euros », Georges-Louis Bouchez, Président du MR
- « 19,5 milliards d'euros », Alexia Bertrand, secrétaire d'Etat au budget, le 15 février 2023
- « 14,8 milliards d'euros », Alexia Bertrand, secrétaire d'Etat au budget, le 9 mars 2023

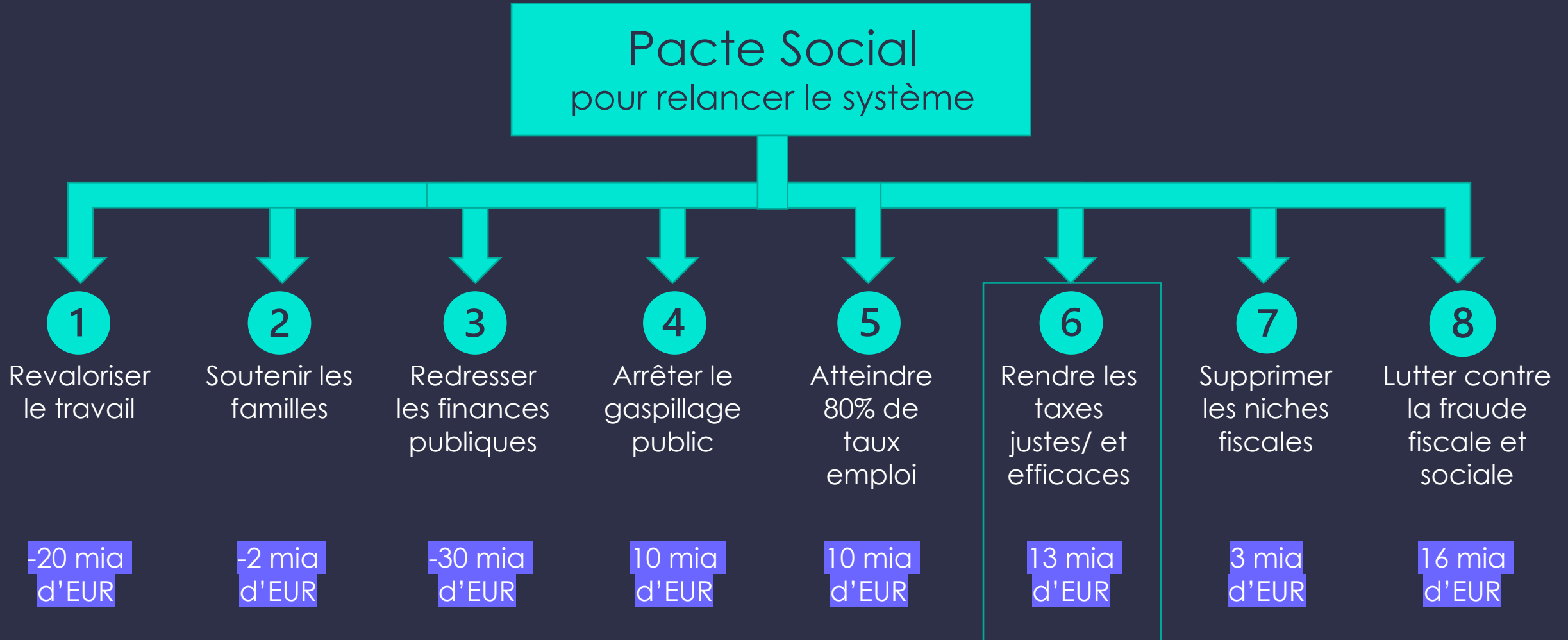
Ces estimations ne prennent pas en compte que des personnes remises à l'emploi ne seront pas allocataires sociaux, qu'elles travailleront probablement à temps partiel et que la baisse de l'IPP voulue réduira les recettes fiscales de chaque remise à l'emploi.

Prenant tous ces éléments en compte, on peut espérer un retour total de 11,7 mia EUR*.

Vu que l'objectif de 80% de taux d'emploi semble difficile à atteindre, il nous semble plus prudent de tabler sur une **économie de 10 mia. EUR**

* 415.000 allocataires (dont 165.000 chômeurs et demandeurs d'emploi au CPAS et ~250.000 malades de longue durée) avec un retour de 28.000€ + 115.000 non-allocataires avec un retour de 17.000€ - les effets temps-partiels et réduction d'IPP de 5.303€ p.p. + 1.700€ de retours indirects (TVA & santé) p.p. pour un total de 11,7 milliards €. Retrouvez tout le détail des calculs sur : <https://www.lesengages.be/actualite/oui-a-lobjectif-des-80-de-taux-demploi-non-au-mirage-du-mr-ce-nest-pas-une-baguettes-magique/>

8 PILIERS D'UNE RÉFORME GLOBALE CRÉDIBLE



La réponse ne s'écrit pas en « OU » mais en « ET »

6 RENDRE LES TAXES JUSTES ET EFFICACES

2 objectifs de la réforme:

- Financer la baisse de la fiscalité sur le travail (cfr. Supra)
- Rendre l'impôt plus juste, plus vertueux et plus efficace

6 propositions concrètes

1. Des revenus (travail-capital) taxés de manière équitable
2. Fin des droits de succession
3. Taxation immobilière plus équitable
4. Taxe et dividende carbone
5. Une TVA plus juste et une perception plus efficace
6. Taxe « robot »: un juste partage des cotisation patronales

* Souvent avec un ou deux enfants. Sources : SILC 2022 (revenus 2021) ; Calculs : IWEPS

** Surtout pour celles avec un niveau de qualification faible et jusqu'à ce que le dernier enfant ait 5 ans. Source EFT, Statbel.

1 DES REVENUS TAXÉS DE MANIÈRE ÉQUITABLE



1€ gagné
au travail



1€ gagné
du capital

Travailleurs et spéculateurs participent de manière équitable

1 TAXATION DES REVENUS DU CAPITAL: LES PLUS-VALUES MOBILIÈRES

1. A court-terme*, nous proposons de soumettre les plus-values mobilières à un précompte libératoire à l'instar des autres revenus mobiliers.
2. Assiette: les plus-values nettes, déduction faite des coûts et moins-values
3. Taux qui promeuvent l'actionnariat à long terme par opposition à la spéculation
 - 35% (détention < 6 mois)
 - 30% (détention de 6 mois à 5 ans)
 - 25% (détention > 5 ans)*
4. Cette taxation pourrait rapporter jusqu'à 3,7 mia EUR/an**

Permet de rester compétitif par rapport aux pays qui nous entourent pour limiter la fuite de capitaux

* A moyen terme, la mise en place d'une globalisation dans l'IPP des revenus mobiliers nets réels (déduction faite de l'inflation pour les plus-values) devrait être envisagée.

** source: CSF 2020, HFCS et calculs propres. Recettes estimées sur base d'un taux de 30% appliqué aux revenus nets (déduction des moins-values reportées sur 20 ans. Dans les faits, un report possible sur 10 ans des moins-values, comme en France, semble suffisant) nominaux (inflation non déduite)

2 FIN DES DROITS DE SUCCESSION

Plutôt qu'un impôt **injuste**, frappant surtout ceux qui sont frappés par un décès soudain, **discriminatoire** selon le lien de parenté et **confiscatoire**, nous proposons une perception limitée sur toutes les transmissions, quelle qu'en soit la cause



- **Taux fixe de 4-5% sur toute transmission*** quel que soit le lien de parenté
 - Stop aux taux progressifs théoriques qui ne touchent que certains
 - Stop à la spéculation sur la mort
- **Abattement des premiers 100.000€ transmis**
 - les 40% de la population les moins riches ne devront jamais payer de droit de transmission
 - Par donateur individuel (toutes les transmissions doivent être déclarées)
- **Simplification et justice pour tous**
 - Stop montages compliqués et frais d'ingénierie successorale
 - Stop distinction entre lignes directes et autres héritiers

PLUS JUSTE, PLUS ACCEPTABLE ET NEUTRE POUR LE BUDGET DE L'ETAT

* Estimation budgétairement neutre sur base des chiffres de droits de successions et de donation de l'ICN et du flux moyen de donations sur base de HFCS

3

TAXATION DES REVENUS DU CAPITAL: TAXATION IMMOBILIÈRE

Vu le niveau de taxation actuel de l'immobilier et le risque de spéculation sur les loyers, la fiscalité immobilière mérite sa propre réforme, à part.

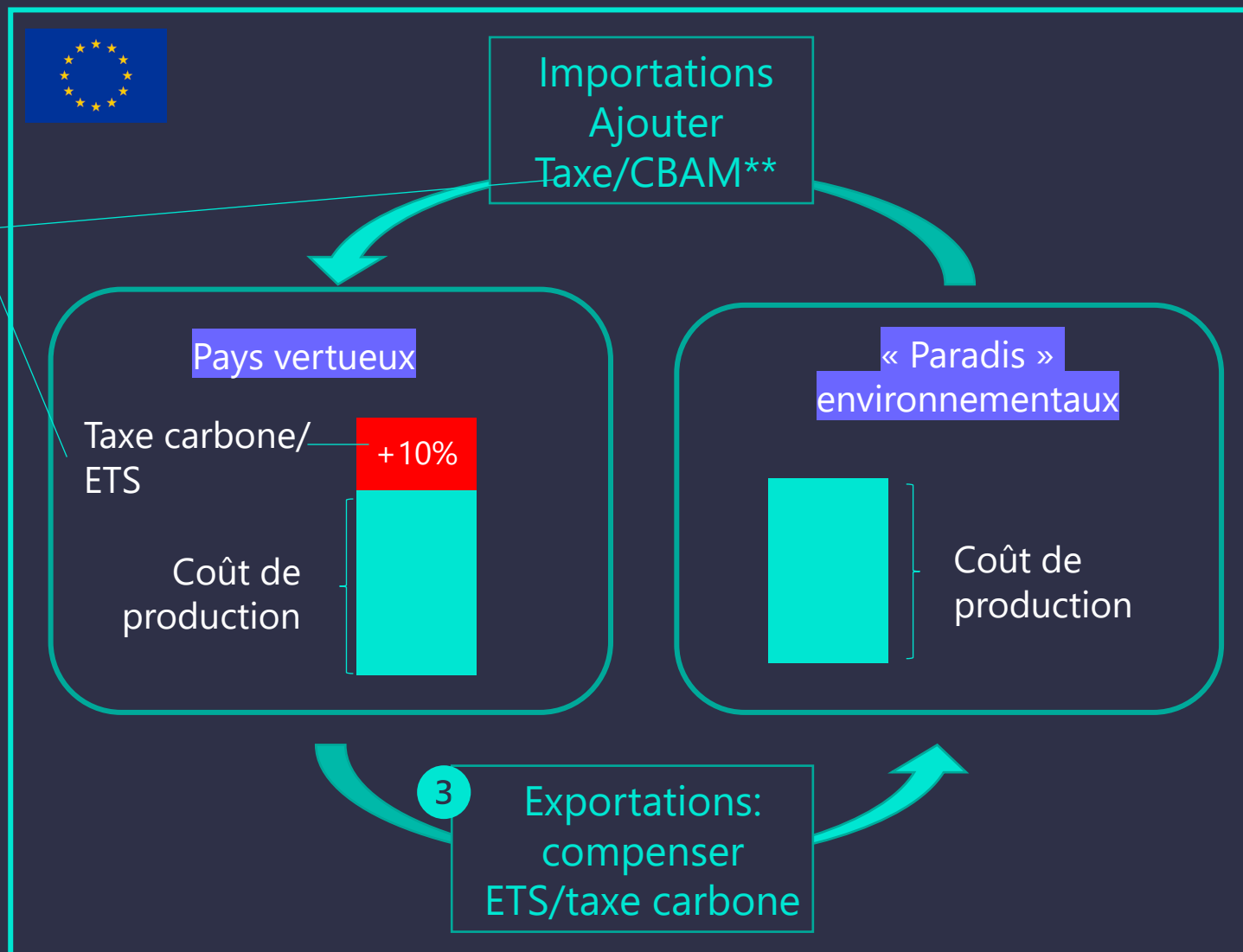
Ceci étant, afin de résoudre un problème d'équité entre les RC qui ont été revus et ceux qui ne l'ont pas été, nous proposons que le Revenu Cadastral soit systématiquement revu au moment de la cession d'un bien, comme c'est déjà le cas lors d'une demande de permis d'urbanisme*

* Une modernisation de l'administration serait aussi prioritaire afin de garantir un suivi et une perception efficace

4

TAXATION INDIRECTE: TAXE ET DIVIDENDE CARBONE

2
Corriger le
mécanisme de
fixation du prix*



1
Couvrir l'ensemble
des produits avec
un système de
quotas / taxe
carbone

L'ensemble des
prélèvements doit
servir au
financement de la
transition et d'un

Dividende Carbone!

Revenu de
transition identique
pour chacun

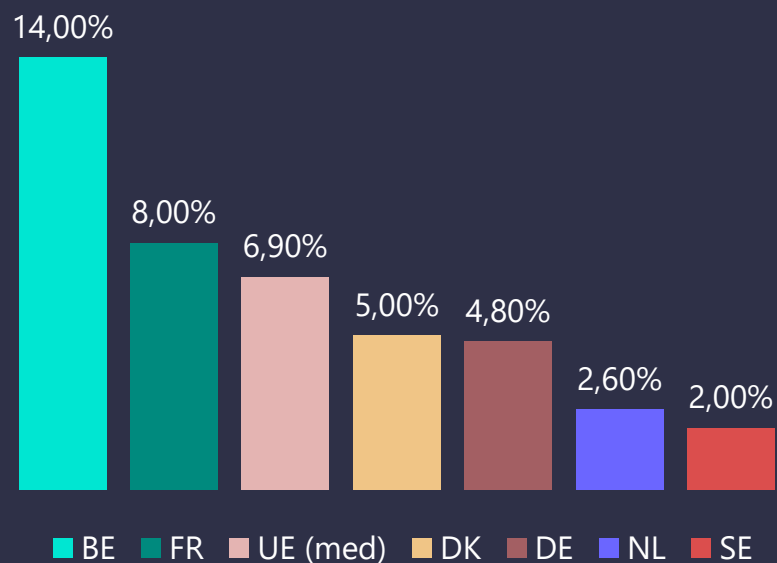
*Soit en intégrant les émissions importées dans la « demande de quotas » soit en pilotant le prix pour respecter les quotas sans se bloquer dans une logique offre – demande

** Carbon Border Adjustment Mechanism (Mécanisme d'Ajustement Carbone à la Frontière)

5

TAXATION INDIRECTE: MEILLEURE PERCEPTION TVA

Ecart de conformité de TVA (2020)



- L'écart de conformité correspond au pourcentage de TVA que l'État n'encaisse pas à cause de la fraude à la TVA, aux faillites, aux erreurs administratives et aux pratiques visant à éluder ou à optimiser la TVA
- Améliorer l'efficacité de l'administration belge afin de réduire par exemple l'écart de conformité à 5%, permettrait de faire rentrer entre 3 et 5 mia d'EUR chaque année dans les caisses de l'État!

5 TAXATION INDIRECTE: DE TVA À TV-ES: PLUS VERTUEUX

De la TVA...

Basée essentiellement sur la valeur ajoutée et de grandes catégories, sans nuances...

... A la TV-Environnementale et Sociale (TVA-ES)

Plus vertueuse, basée sur 3 critères:

- Impact sur l'environnement
- Impact sur la santé
- Bien de première nécessité >< luxe

... Tout en veillant à ne pas créer une situation qui ferait fuir les consommateurs à l'étranger, par exemple en travaillant sur certains taux réduits*:

Ex: Caviar, confiserie, matières grasses végétales et produits composés contenant du chocolat ou du cacao: 20% TVA en FR
Ex2: Produits salés (sandwichs, chips, pizza, etc.): 10% en FR

* Il est possible de rester compétitif avec une hausse marginale du taux de TVA (France, tx moyen 12,2% >< Belgique 10,6%). A moyen terme nous plaidons pour instaurer un système européen de perception de la TVA basée sur le lieu d'établissement / de résidence de l'acheteur (comme cela se fait au niveau des ventes à distance ou des services B2B).

5 TAUX TVA RÉDUITS: INEFFICACE AU NIVEAU SOCIAL

Contrairement à la croyance populaire,
les taux réduits ne profitent pas aux personnes qui en ont le plus besoin mais:

1. **Aux producteurs / distributeurs** qui conservent en moyenne 97% de la diminution* de la TVA pour améliorer leur marge (si on diminue la TVA sur l'iPhone, le prix de ce dernier ne changera pas...). De même une hausse de TVA n'est répercutée qu'à hauteur de 30% dans le prix.
2. **Aux plus hauts salaires**, la répartition du gain restant sur la TVA profite principalement à ceux qui consomment plus. Sur 100 EUR de diminution les 25% des personnes faisant partie du Quartile 1 ne recevront que 13 EUR alors que les 25% les plus riches bénéficieront de 40 EUR de réduction



Source: Enquête du budget des ménages, chiffres 2020, simulation modèle AirPoRT S. Wolff, calculs propres.

A budget de la ménagère égal, sans élasticité vu que l'effet prix sur le pouvoir d'achat est compensé par un effet revenu via l'IPP. Quartiles de revenus par ménage (salaires nets et revenus nets des indépendants, chèques repas, éco-chèques, allocations sociales et familiales et revenus complémentaires comme les loyers perçus, les intérêts... Les revenus fictifs (loyer imputé) ne sont pas pris en compte. Hypothèse de 1,4 personne soumise à l'IPP par ménage de manière uniforme tout au long des quartiles. L'augmentation relative de la charge fiscale est égale tout au long des quartiles (+33% Q1, +33,12% pour Q2, +33,85€ pour Q3 et +32,45% pour Q4)

* Gert Peersman, « Verlaagde btw, tegen beter weten in », De Standaard, 14.03.2023.

5 IMPACT HAUSSE CIBLÉE TV-ES: TRÈS LIMITÉ

Impact d'une hausse ciblée
de la TVES*

... Nettement inférieure à la
hausse de la Quotité Exemptée

1^{er} quartile

94 EUR / an / personne

460 EUR / an

4^{ième} quartile

289 EUR / an / personne

460 EUR / an

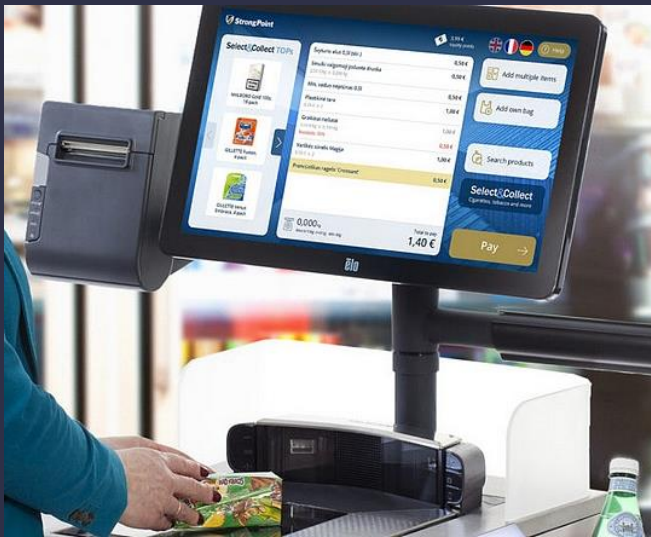
Les personnes du premier quartile de revenus, ne seront impactés qu'à hauteur 94 EUR/ an alors qu'elles bénéficient de 460 EUR/an de pouvoir de vivre supplémentaire rien que grâce à l'augmentation de la QE d'impôt

* Au total, la réforme aurait un impact de moins de 1,5 à 2 mia EUR sur le pouvoir d'achat pour des rentrées de 4 à 6 mia EUR pour les finances publiques. Sachant qu'en moyenne seul un tiers des hausses de la fiscalité sur la consommation est répercuté dans les prix à la consommation (2/3 étant pris en charge par les vendeurs, y compris les fournisseurs à l'étranger) - Gert Peersman, « Verlaagde btw, tegen beter weten in », De Standaard, 14.03.2023.

6

TAXE ROBOT: PARTAGE DES COTISATIONS PATRONALES

Remplacer un caissier par une caisse automatique, un ouvrier par un robot ou un avocat par Chat-GPT ne devrait pas être motivé par une économie de sécurité sociale



Nous proposons de partager les cotisations patronales entre les humains et les machines.

Ce changement d'assiette permettra de

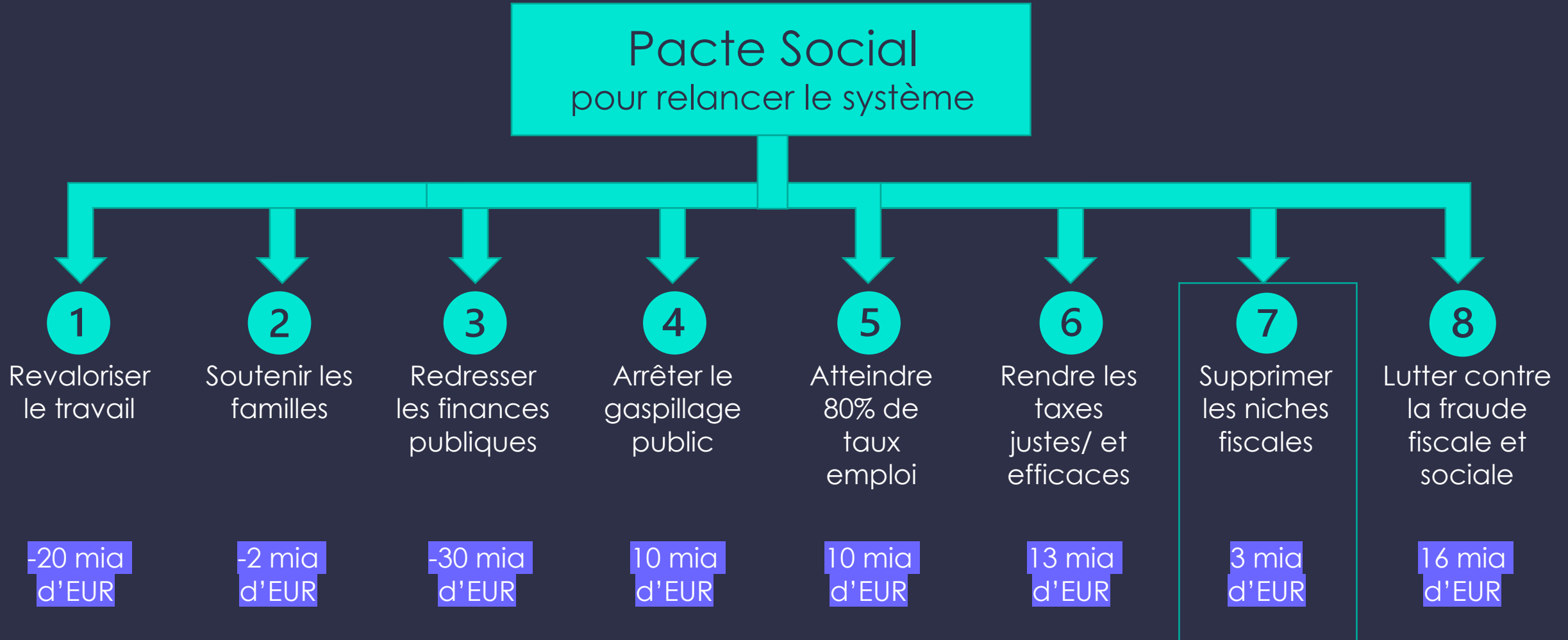
diminuer les cotisations patronales et donc le coût du travail de 5%*

* De 34 mia EUR ponctionnés uniquement sur le salaire (155 mia EUR) -> 22% à 34 mia EUR ponctionnés sur salaires + amortissements (hors immobilier) (200 mia EUR) -> 17%

** A terme, au niveau européen, il devrait être possible de réaliser un shift plus important de la fiscalité vers les machines, tout en protégeant nos industries

Rem.: le présent plan étant focalisé sur l'IPP, il ne reprend pas toutes les mesures envisagées pour soutenir les PME. Ces dernières seront reprises dans le programme général

8 PILIERS D'UNE RÉFORME GLOBALE CRÉDIBLE



La réponse ne s'écrit pas en « OU » mais en « ET »

7 TOUS LES REVENUS TAXÉS COMME DES REVENUS

Face à des taux d'imposition trop élevés, une partie croissante des salaires ont été payés via des « niches » fiscales, comme les voitures-salaire ou les sociétés de management. En contrepartie de la diminution drastique de charges sur le travail, nous plaçons pour que toutes les rémunérations soient taxées de manière équivalente

Grâce à la diminution drastique des charges sur le travail...



...Il est crédible (et plus juste) de demander à tout le monde de s'acquitter de sa part

1

Suppression progressive de l'avantage fiscal lié aux « voitures-salaires »



2,1 mia EUR

2

Suppression de l'avantage fiscal lié aux sociétés de management



1 mia EUR

1 MEILLEUR SALAIRE PLUTÔT QU'UNE VOITURE-SALAIRE*

1. Contre-productif d'un point de vue dépenses:
Une large majorité des bénéficiaires d'une voiture- salaire n'opterait pas pour un véhicule aussi cher s'ils devaient le payer eux-mêmes
2. Contre-productif d'un point de vue environnemental:
Augmente le nombre de voitures et de kilomètres parcourus (les usagers sont moins « sensibles » quand c'est « l'entreprise qui paye »)
3. Contre-productif au niveau justice sociale
Entre ceux qui bénéficient de cet avantage et les métiers / secteurs qui n'en bénéficient pas**

Mais surtout, un avantage qui ne se justifie plus une fois que l'impôt sur le travail a été diminué et est redevenu acceptable

Ex.:

Impact moyen de la réforme sur un salarié : 5.724 EUR de salaire poche en plus

><

Avantage fiscal moyen d'une voiture: 3.370 EUR

* Le but n'est pas d'interdire les « voitures-salaires » mais de supprimer l'avantage fiscal lié à ce mode de rémunération. Si l'employé utilise son véhicule privé, il peut déduire ses frais réels pour ses trajets domicile-travail et continue à recevoir l'indemnité/km pour les trajets professionnels. Rien ne change pour les voitures de société qui ne sont pas utilisées pour des trajets privés.

**83% des voitures de sociétés bénéficiaient aux 30% les plus riches. Source: ULB, SD Workx, SPF finances, calculs propres

1

VOITURE-SALAIRE: UNE TRANSITION PROGRESSIVE

1. On ne change pas les règles en cours de jeu:

Les personnes bénéficiant d'une « voiture-salaire » pourront continuer à profiter du régime actuel jusqu'à la fin de leur contrat de travail. Rien ne change donc pour eux s'ils ne le veulent pas !

Aussi longtemps qu'ils décideront de rester dans ce régime, ils ne bénéficieront cependant pas des nouveaux taux IPP ni du bonus-bosseur mais ils bénéficieront bien directement de l'augmentation de la quotité exemptée.

2. Pour tout nouveau contrat de travail:

Si le nouveau contrat de travail inclut le paiement d'une partie du salaire par la mise à disposition d'une voiture, le montant payé par l'employeur pour ce véhicule (déduction faite des déplacements professionnels) sera considéré comme un salaire pour le calcul fiscal (précomptes/IPP). Les parties pourront choisir s'ils veulent garder ce mode de rémunération ou augmenter le salaire brut.

YASMINE, JEUNE INGÉNIEURE, +337€ NET PAR MOIS



Yasmine a 23 ans.
Jeune ingénieure

28.800€ brut par an
Mini-Cooper élect.
20.000 KM/an

1.903€ net/mois
(22.839€ net/an)

Lorsqu'elle change d'employeur, Yasmine préfère renoncer à la voiture et choisit de recevoir la totalité de sa rémunération sous forme de salaire.

Anticipant qu'elle facturera encore 5.000 km par an en frais de déplacement professionnels, son employeur lui propose un salaire brut de 32.976 EUR (afin de garder un coût total identique à son 'package' historique) sur lequel elle payera après la réforme Des Engagés 2.947 EUR (9%)

Après déduction des coûts de la Mini qu'elle a achetée (qu'elle gardera 8 ans) et facturation de 5.000 km à son employeur, Yasmine dispose encore de 2.256 EUR/mois...

Soit 337 EUR/mois de plus qu'avant!!

*Yasmine aurait aussi pu choisir une voiture d'occasion ou de se déplacer en vélo...
Son augmentation aurait été encore plus importante*

2 UNE FISCALITÉ PLUS ÉQUITABLE: SOCIÉTÉ - IPP

1. Une entorse à la progressivité de l'impôt
Avec les taux historiques, l'impôt payé par les plus hauts salaires devrait tendre vers 53%. Passer en société « de management », permet de limiter l'imposition à <38%
2. Une source d'injustice:
Une personne avec un salaire moyen payera un taux d'imposition plus élevé qu'une personne gagnant beaucoup plus via sa société.
3. Une source d'inefficacité et de complexité:
Pour les utilisateurs: frais de gestion / conditions de libération
Pour l'Etat: contrôles accrus et frais administratifs

Nous proposons de rapprocher le traitement fiscal des rémunérations payées comme « revenus » (ea indépendant) et via le précompte mobilier en

- Baissant drastiquement les taxes sur le travail
- Supprimant les réductions de précomptes mobiliers (VVPRbis et réserve de liquidation) *

*Le Coin fiscal (y compris cotisations patronales, hors additionnels communaux) pour un **salarie** avec un coût salarial de 100.000€ (80.000€ de salaire brut) passe de ~59% à ~54% (49% avec la réduction de cotisations patronales sur le travail de la CFP). L'impôt et les cotisations personnelles sur le salaire brut passent de ~43% à ~36%. Le salarié a la plus grosse pension. Le Coin fiscal pour un **indépendant** avec des revenus de 100.000€ passe de ~48% à ~42%. Le Coin fiscal pour une **personne en société** avec des revenus de 99.000€ (ISOC réduit à 20% et salaire de dirigeant de 45k€) passe de ~34 à 38% à ~39 à 43% (avec PM à 30%), avec la plus petite pension. A l'instar de la société de management pour capter les salaires, la suppression des avantages rectifie aussi l'incitant à passer en société de patrimoine.

UNE FISCALITÉ PLUS ÉQUITABLE: SOCIÉTÉ - IPP

Estimation pour
illustration

Avec la suppression des précomptes mobiliers réduits, en partie compensée par la baisse de l'IPP et le bonus bosseur pour tous, l'écart vs statut d'employé et d'indépendant se réduit

Société unipersonnelle – avant réforme	
100.000€	Résultat
- 3.000€	Frais admin. & comptables
- 45.000€	Salaire dirigeant
52.000€	Profit
- 10.400€	ISOC (20%)
41.600€	Dividendes
-6.240€	Précompte Mobilier (15%)
+ 45.000€	Salaire dirigeant
- 18.679€	Cotis et IPP*
61.681€	Salaire et dividendes poche
35.319€	Coin fiscal (36%)

**+2.630€
de coin
fiscal**

Société unipersonnelle – après réforme	
100.000€	Résultat
- 3.000€	Frais admin. & comptables
- 45.000€	Salaire dirigeant
52.000€	Profit
- 10.400€	ISOC (20%)
41.600€	Dividendes
-12.480€	Précompte Mobilier (30%)
+45.000€	Salaire dirigeant
- 15.069€	Cotis, IPP et bonus bosseur
59.051€	Salaire et dividendes poche
37.949€	Coin fiscal (39%)

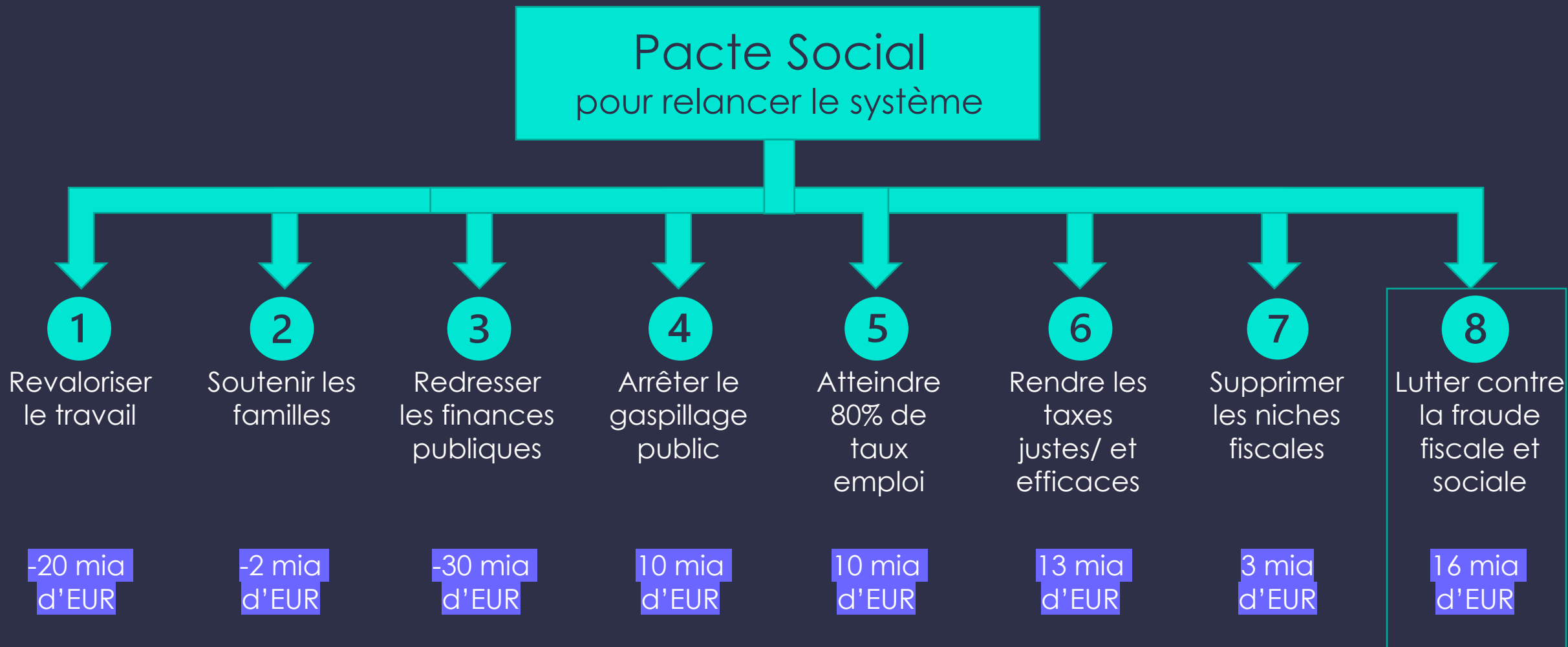
vs. en ind.: 57.901€ net + plus de pension

vs. en salarié: 49.419€ net+ pension max.

* Hors additionnels communaux

Cette Simulation ne prend pas en compte l'éventuelle pension libre complémentaire pour indépendants (PLCI) et engagement individuel de pension (EIP)

6 PILIERS D'UNE RÉFORME GLOBALE CRÉDIBLE



La réponse ne s'écrit pas en « OU » mais en « ET »

LUTTER CONTRE LA FRAUDE SOCIALE ET FISCALE

Comment conserver une cohésion sociale forte et l'adhésion au système si on accepte que certains ne jouent pas le jeu?

Nous voulons rétablir la justice fiscale et sociale et mettre fin à l'impunité de certains!

Nous proposons d'engager 3000 agents supplémentaires, d'adapter les sanctions et de simplifier la législation pour lutter efficacement contre

1. Travail noir
2. Grande fraude / paradis fiscaux
3. La fraude sociale
4. L'évasion fiscale des multinationales (taxe GAFA)

1

LUTTER CONTRE LE TRAVAIL AU NOIR

Le travail au noir est presque un sport national dans notre pays.
Face à une taxation du travail jugée abusive, beaucoup considèrent normal d'essayer d'éluder l'impôt...

... Mais accepter le travail au noir, c'est entrer dans un cercle vicieux où, vu la diminution du nombre de personnes qui cotisent, ceux qui jouent le jeu sont de plus en plus taxés et doivent, eux-mêmes, faire du noir pour rester concurrentiels.

En échange d'une diminution drastique de la fiscalité sur le travail, nous proposons de casser cette spirale afin que chacun paye sa part!

Potentiel, en se basant sur

- l'estimation faible (BNB*) et
- une réduction de moitié (// P-B)

> 5 mia EUR !**

Soit ~500 EUR pour chaque Belge!

(*) : 4 % du PIB (le FMI estime le potentiel à 15,8% du PIB!) ou 3,6 % si on retire la prostitution ou le trafic de stupéfiants. Source: Le Soir 2020, FMI

(**) hors impact lié à une meilleure perception des recettes TVA / de la réduction de l'écart TVA

2 LUTTE CONTRE LA GRANDE FRAUDE FISCALE

383 milliards euros soit 75% du PIB!
versés par les entreprises vers un paradis fiscal en 2021

La **Cour des Comptes** pointe des manquements graves en matière de lutte contre la fraude (3 questions, 3 réponses cinglantes):

La réglementation relative aux paiements effectués vers les paradis fiscaux est-elle claire et cohérente ?

Non, elle n'est ni claire ni cohérente

L'Administration fiscale est-elle suffisamment organisée en vue d'un contrôle efficient et efficace de ces paiements?

Non, les contrôles devraient être optimisés

La réglementation concernant l'obligation de déclaration de ces paiements permet-elle de lutter efficacement contre la fraude fiscale internationale?

Non, elle n'est pas efficace

2 LUTTE CONTRE LA GRANDE FRAUDE FISCALE

Après des années de laxisme, nous exigeons que le prochain gouvernement fasse de la lutte contre la fraude fiscale une priorité

1. Engagement de 3000 agents dans l'administration fiscale et la PJ
 2. Optimisation des contrôles et extension de l'obligation de contrôle
 3. Clarification de la législation
 4. Prison ferme et responsabilité personnelle des dirigeants ; le meilleur dissuasif pour la criminalité col blanc (fraude et blanchiment)
 5. Annulation des conventions de double imposition avec les paradis fiscaux
- + une action concertée au niveau belge et au niveau européen

2 LUTTE CONTRE LA GRANDE FRAUDE FISCALE

Au minimum 9 milliards d'EUR

Soit près de 900 EUR à prendre en moins dans la poche de chaque Belge, chaque année...

Il est par essence difficile de quantifier la fraude.

Cependant, au vu des montants déclarés et des différentes limites évoquées par la C.C., il semble crédible d'estimer qu'une action forte contre la criminalité financière permettrait de récupérer 9 milliards d'EUR pour financer les politiques belges

3 LUTTE CONTRE LA FRAUDE SOCIALE

La fraude sociale n'est pas plus légitime que la fraude fiscale

1. Des effectifs de **contrôleurs renforcés**, des contrôles plus efficaces (coordination systématique entre l'inspection fiscale et sociale, croisement des données et contrôles conjoints) et des peines doublées
2. Diminution de la **fraude aux allocations** (individualisation des droits, contrôles résidence hors-Belgique des allocataires et résidence extra-européenne des pensionnés)
3. Lutte contre la **fraude aux cotisations** (moins de dumping social des travailleurs détachés et saisonniers par une meilleure coopération EU, cadre de droits sociaux pour l'économie de plateforme, lutte contre les faillites frauduleuses et l'insolvabilité organisée par le biais du Fonds de Fermeture des Entreprises)

Estimation impact: 1 milliard EUR

4 TAXE GAFA ET ISOC MINIMUM



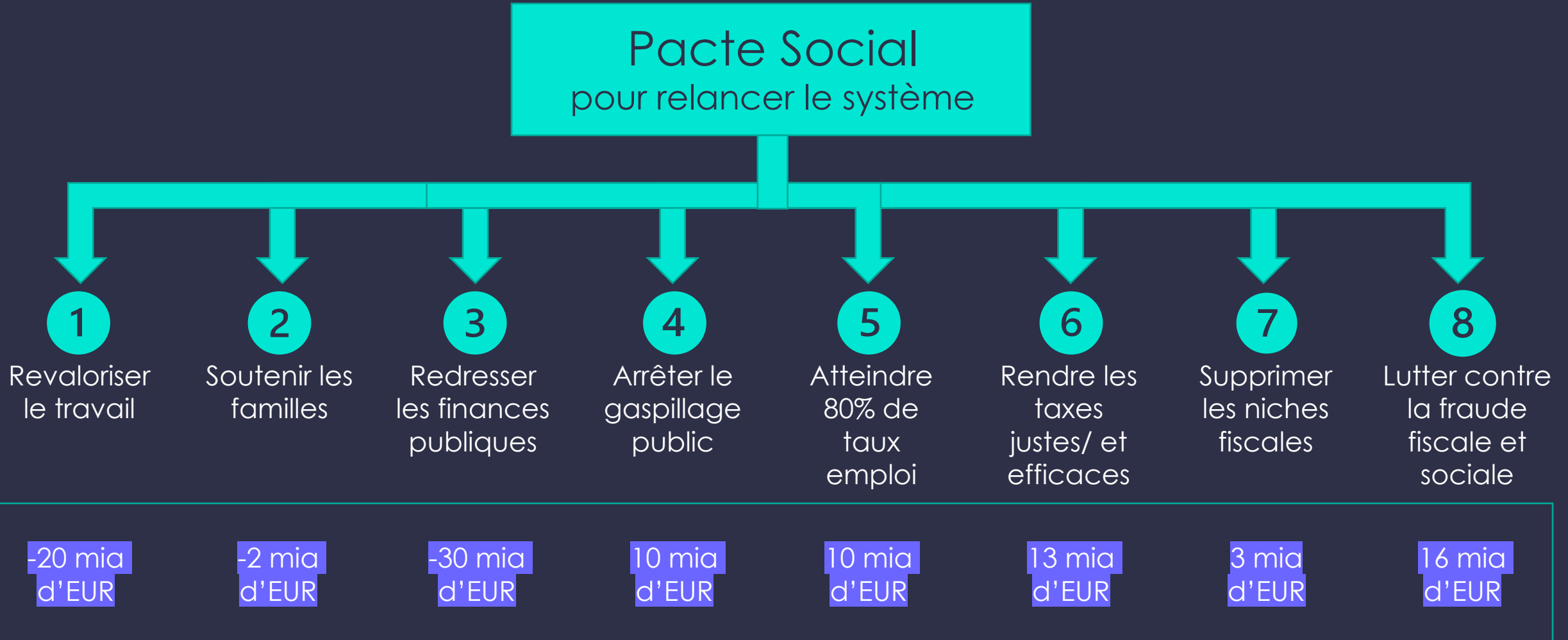
Minimum 15%

Même s'il est légal, il faut lutter contre le « séparatisme fiscal » des multinationales qui contournent le système:

1. Mise en œuvre immédiate du taux d'imposition « OCDE »
2. Élargissement progressif des sociétés visées (en accord avec nos voisins)
3. 714 mio EUR/an dès 2025*

(*) 634 moi€ en 2024 et 748 en 2026. Source: Epure budgétaire du 02.03.2023 du Ministre Van Peteghem

6 PILIERS D'UNE RÉFORME GLOBALE CRÉDIBLE



La réponse ne s'écrit pas en « OU » mais en « ET »

PLAN STRATÉGIQUE AMBITIEUX MAIS CRÉDIBLE!

BESOINS DE FINANCEMENT	Md€
Redresser les finances publiques	-29,5
Ramener le déficit à 3% en 2019	-16
Investissements infrastructures (e.a. pour la transition)	-7
Ré-investissement armée, police, justice, santé	-5
Coût lié au vieillissement de la population	-1,5
Revaloriser le travail	-19,5
Diminution de l'imposition sur le travail	-18
Législation juste et emploi de qualité	-1,5
Soutenir les familles	-2,0
Soutien à ceux "qui prennent soin"	-2
TOTAL	-51,0

SOURCES DE FINANCEMENT	Md€
Des économies indispensables	10
Atteindre 80% de taux d'emploi	10
Rendre les taxes justes et efficaces	12,7
Taxation des plus-values	3,7
TVA plus vertueuse et plus efficace	9
Supprimer les niches fiscales	3,1
Meilleur salaire plutôt que voiture-salaire	2,1
Sociétés de management	1
Lutter contre la fraude sociale et fiscale	15,7
Travail au "noir"	5
Grande fraude fiscale	9
Fraude sociale	1
Taxe GAFA	0,7
TOTAL	51,5
Effets "retours"	5
TOTAL AVEC "EFFETS RETOURS"	56,5

Certains chiffres peuvent être discutés... Il y a probablement des alternatives... Ce ne sera pas facile

Mais

Les ordres de grandeur sont corrects...

Et ceux qui vous vendent une histoire beaucoup plus « jolie », mentent!

ENSEMBLE, C'EST POSSIBLE !



**Infirmière de 39 ans
maman-solo de 2 enfants**

Elle gagne 38.000€ brut/an

**Avec la réforme des
Engagés, elle aurait :**

+648€ net par mois

Grâce à :

- Une grosse réduction d'impôt
- Un bonus-bosseur
- Des allocations familiales et frais de gardes majorés

Vous connaissez Magali ?



Garagiste salarié de 45 ans
Père de deux enfants.
Il gagne 50.000€ brut/an
... et 5.000€ en noir

Avec la réforme des
Engagés, il aurait :

+415€ net par mois

Grâce à :

- Une grosse réduction d'impôt
- Un bonus-bosseur
- Des allocations familiales et frais de gardes majorés
- La fin du travail au noir

Vous connaissez Mikael ?



Vous connaissez Yasmine ?

Jeune ingénieure de 23 ans
Elle gagne 28.800€ brut/an
et roule en Mini électrique
de société.

Avec la réforme des
Engagés, elle aurait :

+337€ net par mois

Grâce à :

- **Une grosse réduction d'impôt**
- **Un bonus-bosseur**
- **Sa propre Mini achetée avec une augmentation salariale au lieu de sa voiture de société**



Vous connaissez Amaury ?

Dir. commercial de 50 ans
Papa d'un jeune enfant
Il facture 100.000€ via sa
Société de Management qui lui
permet de payer moins d'impôt

Avec la réforme des Engagés,
il contribuera davantage
pour la collectivité :

+74€ par mois

Avec :

- **La fin des niches des sociétés unipersonnelle**
- **Une réduction d'impôt sur salaire**
- **Un bonus-bosseur**
- **Des allocations familiales et frais de gardes majorés**



Vous connaissez Jean-Yves ?

Employé de 32 ans

Il gagne 43.200€ brut/an

**Avec la réforme des
Engagés, il aurait :**

+549€ par mois

Grâce à :

- Une grosse réduction d'impôt
- Un bonus-bosseur

